

Interview de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, dans le quotidien tunisien "La Presse" du 10 juillet 2007, sur les relations franco-tunisiennes et l'Union de la Méditerranée.

QUESTION - La Tunisie et la France entretiennent, de longue date, des relations d'amitié et de coopération solides, souvent qualifiées d'exemplaires. Quelles sont à votre avis les perspectives de renforcement et d'élargissement de ces relations ? Quelles sont les nouvelles priorités de la coopération entre les deux pays ?

LE PRÉSIDENT - Vous avez raison de souligner la force de l'amitié qui unit la Tunisie et la France parce qu'elle est une chance pour nos deux pays. Cette relation si spéciale plonge ses racines dans notre longue histoire commune. Mais elle est surtout une promesse pour l'avenir. Cette relation, nous devons continuer à l'enrichir et à la faire prospérer. C'est l'un des principaux objectifs de ma visite en Tunisie et au Maghreb, première région hors d'Europe que je visite depuis ma prise de fonctions.

S'agissant des priorités de la coopération franco-tunisienne, nous les avons choisies ensemble, en cohérence avec le " XIème plan " établi par les autorités tunisiennes. Cette approche concertée est essentielle. L'idée, c'est bien sûr que cette coopération réponde le mieux possible aux besoins des Tunisiens. On le voit avec les priorités qui ont été définies : la mise à niveau du secteur productif et des infrastructures de base, l'environnement, la coopération universitaire et la recherche et la gouvernance économique.

Dans le domaine international, nous devons travailler ensemble principalement sur l'approfondissement des relations euroméditerranéennes et la définition de ce que pourra être l'Union Méditerranéenne.

Je veux ajouter un dernier point qui me semble essentiel. Au coeur de la relation entre la France et la Tunisie, il y a les Tunisiens de France et les Français de Tunisie. Je vous rappelle que ce sont près de 600 000 Tunisiens, dont deux tiers sont des binationaux qui vivent en France. Avec les 20 000 Français de Tunisie, ils sont les premiers ambassadeurs de l'amitié entre nos deux pays.

QUESTION - L'un des sujets de tension dans notre région euroméditerranéenne est la situation au Moyen-Orient, devenue des plus préoccupantes. Quelle appréciation faites-vous de cette question ? Quel rôle pourrait-on attendre de la Tunisie et de la France, qui ont toujours été des partenaires privilégiés, pour ramener la paix et la sécurité dans cette région ?

LE PRÉSIDENT - Sur les crises du Moyen-Orient, la Tunisie et la France ont développé des visions très proches fondées sur un certain nombre de principes forts : la sécurité d'Israël et le droit des Palestiniens à une patrie, la réconciliation nationale en Irak, et le dialogue entre toutes les parties au Liban. Nous savons que nous pouvons compter sur nos amis tunisiens, qui ne ménagent pas leurs efforts à titre bilatéral, comme dans les enceintes méditerranéennes et au sein de la Ligue arabe.

QUESTION - Quelles appréciations faites-vous des initiatives et des efforts de la Tunisie dans la région arabe et méditerranéenne et dans le monde, en vue de promouvoir la paix et la solidarité internationales, ainsi que la tolérance et le dialogue entre les civilisations ?

LE PRÉSIDENT - La Tunisie joue un rôle positif dans la région parce qu'elle y mène une politique pacifique et consensuelle. Elle n'entretient aucun contentieux avec ses voisins, pas plus qu'avec l'ensemble des pays du pourtour méditerranéen. Elle porte la voix de la modération dans les

l'ensemble des pays du pourtour méditerranéen. Elle porte la voix de la médiation dans les différentes enceintes méditerranéennes et contribue ainsi largement à promouvoir la paix dans cette région. Comme la France, la Tunisie est activement engagée au sein des Nations Unies. En contribuant régulièrement, comme elle le fait, à des opérations de maintien de la paix, la Tunisie participe concrètement à la promotion de la paix et de la sécurité dans le monde.

Ces dernières années, la Tunisie s'est également engagée sur le front du dialogue entre les peuples, en organisant notamment plusieurs colloques sur ce thème. Cette réflexion est essentielle à un moment où le monde en a particulièrement besoin.

QUESTION - Vous vous êtes engagé, dès votre accession à la magistrature suprême, à vous "battre pour l'Union de la Méditerranée, pour l'avenir de l'Afrique, parce que le destin de l'Afrique et de l'Europe, incontestablement, sont liés". Pouvez-vous nous préciser les contours de cet engagement, et les actions que vous entendez mettre en oeuvre pour le réaliser ?

LE PRESIDENT - J'ai toujours pensé qu'il fallait faire de la Méditerranée un espace de coopération. J'ai plusieurs fois eu l'occasion de le dire : en tournant le dos la Méditerranée, l'Europe a cru tourner le dos à son passé & elle a en fait tourné le dos à son avenir. L'avenir de l'Europe et de la France, j'en suis convaincu, se joue aussi, et peut-être d'abord, en Méditerranée.

Le projet d'Union de la Méditerranée a reçu un très bon accueil tant chez nos partenaires méditerranéens au sein de l'Union que dans les pays du Sud de la Méditerranée. A cet égard, je me réjouis que le Président BEN ALI se soit, lui aussi, montré particulièrement intéressé par ce projet. Par la position centrale qu'elle occupe en Méditerranée, à la jonction des deux bassins de notre mer commune, mais aussi parce qu'elle s'est toujours impliquée avec beaucoup de dynamisme dans les instances méditerranéennes, la Tunisie a un rôle déterminant à jouer dans la construction de cette Union. Et je ne doute pas qu'elle le fera.

L'objectif de cette Union, c'est de faire de la Méditerranée un espace de coopération et de solidarité. La France et la Tunisie partagent cette même ambition, d'une Méditerranée qui unisse au lieu de diviser et qui favorise le partage plutôt que de creuser le fossé entre pauvres et riches. Nous constatons tous que les institutions actuelles n'ont pas été à la hauteur de cette ambition, même si elles ont permis un certain nombre de progrès. Ces progrès doivent être conservés. Mais l'Union Méditerranéenne doit nous permettre d'aller au-delà. Sur la méthode, je suis convaincu que cette Union doit se construire, comme l'Europe en son temps, sur des solidarités concrètes. Nous devons développer des projets concrets dans des domaines où un accord est possible rapidement : le développement durable ou l'intégration énergétique par exemple. Sur ces grands enjeux collectifs, nous pouvons obtenir très vite des progrès visibles.